

Mentions d'information relatives aux traitements de données personnelles « Atelier fiscal » et « Atelier économique »

Le responsable de traitement est le Président de la Communauté d'agglomération Melun Val de Seine (CAMVS), 297, rue Rousseau Vaudran CS 30187 - 77198 Dammarie-lès-Lys CEDEX.

Finalités et fondements juridiques :

Les finalités de ces traitements sont l'analyse fiscale et financière des redevables du territoire (entreprises et particuliers) afin de pouvoir établir une stratégie fiscale adaptée (TEOM, GEMAPI, exonérations fiscales...), piloter les politiques publiques (ZAN...), accompagner les entreprises du territoire et réaliser un « panorama économique territorial » (statistiques anonymisées). Son fondement juridique est la mission d'intérêt public (RGPD article 6-1.e).

Catégories de données traitées :

Les catégories de données traitées sont l'identification des personnes physiques et morales (nom, prénom, SIRET, code APE), la composition et les coordonnées des foyers et entreprises ainsi que les données économiques et financières (TH, TF, CFE, IFER, TASCOT, CA des entreprises...). La collecte de ces données est indispensable et proportionnée aux finalités du traitement.

Source des données :

Administration fiscale (DGFIP) et autres organismes publics (URSSAF, BODACC...)

Durée(s) de conservation des données :

Les données sont conservées 4 à 5 ans maximum.

Destinataires des données :

Les personnes autorisées à accéder à ces données personnelles sont les personnels habilités de la CAMVS ainsi que, ponctuellement, le sous-traitant (hébergement et maintenance informatique).

Vos droits :

Pour exercer vos droits d'accès, de rectification et de limitation, vous pouvez vous adresser au délégué à la protection des données de la Communauté d'agglomération Melun Val de Seine : dpd@camvs.com ou par courrier au 297, rue Rousseau Vaudran CS 30187 - 77198 Dammarie-lès-Lys CEDEX

Vous avez par ailleurs le droit de vous opposer à ce traitement en justifiant de raisons tenant à votre situation particulière mais le responsable du traitement peut refuser s'il dispose de motifs légitimes et impérieux pour l'effectuer.

Si vous estimez, après avoir contacté le délégué à la protection des données, que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL, 3 place de Fontenoy, TSA 80715, 75334 Paris Cedex 07).